



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 412

Texte de la question

POLITIQUE DE L'EMPLOI

M. le président. La parole est à M. Gaëtan Gorce, pour le groupe socialiste.

M. Gaëtan Gorce. Monsieur le Premier ministre, depuis dix mois vous assistez passivement à l'augmentation du chômage et à la multiplication des plans sociaux. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.)* Depuis dix mois, vous n'avez pris aucune initiative pour soutenir concrètement la croissance et l'emploi. Bien au contraire, vous avez détruit un à un tous les outils de la politique de l'emploi mis en place sous la précédente législature.

M. Jean Marsaudon. On en voit les résultats !

M. Gaëtan Gorce. Vous avez fait preuve d'imprévoyance en élaborant un projet de loi de finances fondé sur une prévision de croissance irréaliste, qui a été démentie par votre propre ministre des finances.

Vous avez fait preuve d'imprudence en décidant, au pire moment, de diminuer de 6 % le budget pour l'emploi et d'abroger la loi de modernisation sociale et les garanties qu'elle apportait contre les licenciements.

(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)

Vous faites preuve aujourd'hui d'improvisation en annonçant une conférence pour l'emploi à l'ordre du jour incertain et aux objectifs indéterminés.

Si l'on devait d'ailleurs appliquer à votre politique le titre d'un tube d'un de vos chanteurs préférés, ce serait plus sûrement *Noir c'est noir* que *L'Idole des jeunes*. *(Rires et applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.)*

M. Christian Bataille. Excellent !

M. Gaëtan Gorce. Vous donnez même le sentiment de vous résigner à cette dégradation. N'est-ce pas votre propre ministre de l'emploi qui a présenté les licenciements comme une maladie à laquelle on ne pourrait opposer aucun traitement ? Jusqu'où allez-vous laisser monter la fièvre ?

A observer votre inaction, monsieur le Premier ministre, on ne peut s'empêcher d'appliquer à votre politique la formule d'Edgar Faure : « L'immobilisme est en marche, rien ne pourra l'arrêter. »

M. Jean Marsaudon. C'est eux qui disent ça !

M. Gaëtan Gorce. Et ne me répondez pas en vous défaussant sur vos prédécesseurs. En dix mois, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de plus de 80 000, en particulier chez les jeunes, et le moral des ménages n'a jamais été plus bas depuis 1997.

Dès lors ne serait-il pas temps, monsieur le Premier ministre, que vous assumiez enfin, sur la question de l'emploi et de la croissance, toutes vos responsabilités ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste)*

et sur quelques bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.)

M. Bernard Roman. Il y a peu de chances ! Pour M. Raffarin, c'est toujours la faute des autres !

Mme Martine David. Ça, c'est sûr ! Les ennuis, c'est toujours la faute des autres !

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité.

M. François Fillon, ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Comme d'habitude (*Sourires*), « comme d'habitude », vous caricaturez la politique du Gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.*) Comme d'habitude, vous amenez des arguments au service d'une politique de l'emploi qui a été la vôtre et qui n'a pas réussi (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*)...

M. Jean Glavany. Comme d'habitude, c'est la faute des autres !

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. ... puisque pendant deux ans, le chômage a augmenté. Face à cette augmentation régulière du chômage, le Gouvernement a décidé de s'attaquer aux problèmes structurels, aux handicaps de compétitivité qui gênent notre pays dans son développement.

Mme Martine David. On voit les résultats !

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. C'est le cas de l'insertion des jeunes, pour laquelle nous avons les plus mauvais résultats de l'Union européenne. C'est le cas du taux d'activité des plus de cinquante ans, pour lequel nous avons les plus mauvais résultats de l'Union européenne. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Mme Martine Billard. Bien sûr, tout s'arrangera si on retient les propositions du MEDEF !

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. C'est le cas de la formation professionnelle, pour laquelle nous avons des instruments qui sont aujourd'hui insatisfaisants.

Le Gouvernement a commencé à s'attaquer à l'ensemble de ces handicaps, en assouplissant les 35 heures (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains*)...

M. Maxime Gremetz. Et voilà !

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. ... en mettant en place de nouveaux allègements de charges, en mettant en oeuvre un contrat sans charges pour les jeunes, qui réussit remarquablement bien (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*), et en organisant, le 18 mars prochain, une table ronde sur l'emploi qui va nous permettre d'évoquer avec les partenaires sociaux l'ensemble des sujets que je viens d'énoncer.

M. Christian Bataille. Attendons la table ronde et tout s'arrangera !

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Mais le Gouvernement, monsieur le député, s'est aussi attaqué à un problème que vous n'aviez pas traité, en décidant la réactivation du dialogue social. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Jean Glavany. Comme d'habitude, c'est la faute des autres !

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Et je me souviens, monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, de l'ironie avec laquelle les socialistes évoquaient, il y a quelque mois, sur ces bancs, le renvoi à la négociation sociale, notamment dans la discussion des projets de loi relatifs à la modernisation sociale ou à la formation professionnelle.

M. Christian Bataille. La table ronde résoudra tous les problèmes !

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Eh bien, hier, les partenaires sociaux se sont réunis et, contrairement à ce que vous aviez annoncé, ils ont engagé la discussion pour trouver ensemble les voies d'un meilleur équilibre entre la protection des salariés et la nécessité de l'adaptation de notre outil industriel.

De la même manière que vous avez manié l'ironie au sujet du dialogue social avant d'être démentis par les faits, vous serez démentis par la politique que nous conduisons et par ses résultats. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Jean Glavany. Comme d'habitude, c'est la faute des autres !

Données clés

Auteur : [M. Gaëtan Gorce](#)

Circonscription : Nièvre (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 412

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : affaires sociales, travail et solidarité

Ministère attributaire : affaires sociales, travail et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 mars 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 5 mars 2003